



**Rassemblement
National**

Jordan Bardella

Tête de liste à l'élection européenne

Nanterre le 20 mai 2019

Madame la Secrétaire générale,

Vous m'avez interpellé dans le cadre de cette élection européenne en tant que tête de liste du Rassemblement National.

Moi-même conducteur, je n'ai malheureusement que trop bien pris conscience de l'inefficacité, voire de l'hostilité, des politiques publiques à l'égard de ceux qui, par choix ou par contrainte, utilisent leur automobile pour se déplacer.

Que l'on parle des taxes sur le carburant qui transforment ce produit de première nécessité en bien de luxe. Ou encore des nouvelles règles du contrôle technique, qui en font encore grimper le prix. Sans parler bien entendu du racket généralisé de la multiplication des radars, ce sont toujours les mêmes qui sont pris pour cible. Les arguments liés à la sécurité routière ou à l'environnement sont de simples leurres qui cachent difficilement la réalité d'une motivation principalement financière à cette attaque en règle des conducteurs français.

Autant de points de vue que j'aurai l'occasion de développer en répondant à vos questions.

Pensez-vous que le recours massif aux radars concourt à l'amélioration de la sécurité routière ?

L'argument de la sécurité routière est le plus souvent avancé pour justifier cette politique de racket des automobilistes. Mais force est de constater que c'est un échec,

78, rue des Suisses
92000 Nanterre

www.rassemblementnational.fr

01 41 20 20 00



l'incidence sur le nombre de morts sur les routes étant minime, au contraire de celle des progrès technologiques réalisés dans la sécurisation des véhicules, principaux responsables de l'amélioration des chiffres dans ce domaine. L'emplacement des radars est en soit un indicateur de poids, on constate en effet qu'ils sont le plus souvent installés dans des endroits « pièges » que dans ceux réellement considérés comme accidentogènes.

Considérez-vous que ces mesures, répressives, automatisées et centrées sur la vitesse améliorent la sécurité de tous sur les routes ?

En aucun cas. L'automatisation est même contraire au principe même de la sécurité en ce qu'elle retire tout caractère pédagogique à la sanction. La présence humaine est la seule capable d'évaluer la particularité d'une situation, et de pouvoir en expliquer, le cas échéant, la dangerosité. Or, les accidents sont avant tout le fait de comportements à risque bien avant de la seule vitesse. L'automatisation est en revanche un moyen facile de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État, au détriment donc de la prévention et d'une réelle efficacité.

Pensez-vous que l'abaissement de la vitesse sur le réseau secondaire améliore la sécurité routière ?

Rien ne permet de l'affirmer clairement. Il pourrait même s'agir d'un facteur de baisse de l'attention dans certaines situations. Cette mesure n'est de toute façon pas faite pour réduire la mortalité sur les routes, mais, couplée à la politique du tout radar, pour trouver de nouvelles ressources financières à l'État.

Quels dispositifs de sécurité souhaiteriez-vous rendre obligatoire dans les véhicules européens ?

Aucun des dispositifs de sécurité qui briderait les réactions du conducteur ou marquerait une intrusion dans sa vie privée par l'utilisation de ses données personnelles n'est souhaitable. Les seuls dispositifs intéressants peuvent être ceux liés à la consommation d'alcool ou de stupéfiants au volant, marquant un comportement à risque qui doit être combattu.

Seriez-vous en faveur d'une politique de sécurité routière européenne qui réponde plus efficacement aux multiples causes d'accident ?

Dans ce domaine, comme pour toute chose, nous sommes pour le respect de la souveraineté nationale et donc pour la liberté de chaque pays de décider de ses propres règles de sécurité routière. Pour autant, l'objectif est bien entendu de réduire la mortalité sur les routes. Une politique de sécurité routière française doit donc avant tout agir sur les véritables facteurs d'accident que sont l'alcool et les stupéfiants, ainsi que l'utilisation abusive du téléphone au volant.

Faites-vous de l'entretien du réseau routier et de sa signalisation une priorité pour lutter contre l'accidentalité routière ?

C'est bien entendu un axe fondamental. L'abandon du réseau routier français par l'État est à l'image de son mépris et de son désengagement dans toute une partie du territoire. Ce sont les routes qu'on laisse se détériorer, les services publics qui ferment, les commerces toujours plus éloignés, cela forme un ensemble. L'aménagement du territoire, de tout le territoire, doit redevenir une priorité politique dans notre pays. Le réseau routier en fait bien entendu intégralement partie.

Pensez-vous qu'il soit possible de réduire la pollution globale, à l'échelle européenne, sans compromettre la liberté de circuler des conducteurs ?

Bien entendu. Un seul supertanker qui transporte des marchandises de l'autre bout de la planète pollue autant que l'ensemble du parc automobile français. Une véritable politique de préservation de l'environnement ne passe donc pas par la sanction des automobilistes, mais par un changement du modèle de production. Produire en France, à proximité, le maximum de choses, créer ainsi des emplois et éviter au maximum les importations du bout du monde, voilà le véritable moyen de faire baisser la pollution globale.

Comment imaginez-vous l'avenir de la voiture européenne ?

Les carburants fossiles, restent aujourd'hui indispensables et doivent donc rester accessibles financièrement à tous, mais ils ne sont pas l'avenir de l'automobile. L'avenir de l'automobile n'est pas forcément non plus au tout électrique. Les batteries demandent l'exploitations de terres rares ultra-polluantes, sans compter les besoins en production électrique. Une technologie d'avenir, depuis longtemps mise en avant par le Rassemblement national, est la pile à combustible à hydrogène. Son développement commercial commence déjà à être d'actualité et il est indispensable que l'Europe ne rate pas ce virage technologique majeur et en devienne au contraire un des moteurs. C'est ce que nous proposons dans notre politique de développement des coopérations scientifiques et industrielles entre les Nations sur la base de projets déterminés.

Je vous prie de recevoir, Madame la Secrétaire générale, l'expression de ma plus haute considération.

Jordan Bardella

Tête de liste RN à l'élection européenne